



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CORONAVIRUS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

12 au 25 mars 2021

EVOLUTION EPIDEMIOLOGIQUE

La circulation du virus continue de diminuer et la situation sanitaire s'améliore tandis que la campagne de vaccination se poursuit. Au 24/03, 5 603 personnes ont été testées COVID+. Du 18/03 au 24/03, 38 330 personnes ont été testées COVID+, en baisse de 3,3 % par rapport à la semaine précédente. La mortalité liée à la COVID-19 diminue également : le 24/03, 98 personnes sont décédées dans les 28 jours après avoir été testées COVID+. Le nombre de patients COVID+ hospitalisés était au 22/03 de 5 407, dont 711 en réanimation. Au 19/03, le taux de reproduction du virus se situerait entre 0,6 et 0,9 selon les autorités sanitaires britanniques. Au 23/03, 28 653 523 personnes ont reçu une première dose de vaccin et 2 532 839 une seconde.

Actualité sanitaire

Les services de santé s'inquiètent d'une baisse de l'approvisionnement en vaccins – Le NHS a suspendu le 17 mars les nouvelles prises de rendez-vous pour les vaccinations en avril, car il s'attend à une «baisse significative» des approvisionnements en vaccins. Cela pourrait retarder le début de la vaccination des moins de 50 ans. Selon le *Financial Times*, les services de santé devront continuer de délivrer au minimum 2 millions de doses par semaine en avril, afin de réussir à offrir une seconde dose 12 semaines après que les individus aient reçu la première dose.

Le gouvernement étudie un plan de vaccination des moins de 18 ans, qui pourrait démarrer dès le mois d'août – Une étude en cours de chercheurs d'Oxford sur la vaccination des enfants doit rendre ses conclusions en juin.

Une preuve de vaccination pourrait être demandée pour accéder aux services du secteur de l'hospitalité – B. Johnson a indiqué que les propriétaires de pubs, bars et restaurants pourraient être autorisés à décider du type de preuve (test négatif, certificat de vaccination) qui pourrait être demandée aux clients avant de les laisser entrer dans l'établissement. Le gouvernement considérerait également la

possibilité de lever les conditions de distanciation sociale avant le 21 juin pour les établissements qui garantirait que leur clientèle n'est pas contagieuse, ce qui leur permettrait de rouvrir en intérieur avant le 17 mai et d'augmenter le nombre de clients autorisés. Pour mémoire, et sous les conditions actuelles, la restauration en extérieur doit reprendre au plus tôt le 12 avril, et le service en intérieur au plus tôt le 17 mai.

La France pourrait passer sur liste rouge – Le Premier ministre, Boris Johnson, a indiqué mercredi 24 mars qu'un resserrement des mesures de déplacement depuis et vers la France n'était pas à exclure, laissant entendre un possible placement du pays sur la « liste rouge » (arrivées interdites hors résidents et nationaux, quarantaine obligatoire à l'hôtel sauf exemptions). Il a notamment affirmé devant le comité de liaison de la chambre des Communes que le gouvernement était prêt à prendre des mesures difficiles « pour empêcher de nouveaux variants [d'arriver sur le territoire] ». Pour mémoire, la « liste rouge » est en théorie revue tous les jeudis pour une mise en œuvre des éventuelles modifications le lundi suivant.

Impact économique et financier

50 Md£ de l'épargne accumulée par les ménages pourraient être dépensés dès la fin des restrictions – Selon une étude de *Scottish Friendly* et du *Centre for Economics and Business Research*, les Britanniques ont l'intention de prendre des vacances sur le territoire national ou à l'étranger et d'augmenter leur fréquentation des bars et restaurants dès que les restrictions seront levées. Ils pourraient dépenser ainsi 50 Md£ sur les 192 Md£ d'épargne accumulée au cours de l'année passée (soit 26 %). Parmi les ménages qui ont l'intention d'augmenter leurs

dépenses, 34 % ont indiqué qu'ils puiseraient dans leur épargne pour des voyages à l'étranger et 29 % pour des destinations domestiques. 28 % envisageaient également d'augmenter leurs dépenses dans les restaurants et cafés. L'étude note qu'une demande forte pourrait faire pression sur l'inflation et entraîner un dépassement de la cible de 2 % de la Banque d'Angleterre. Le mois dernier, la Banque d'Angleterre avait prudemment estimé que seulement 5 % de l'épargne accumulée serait in fine dépensée.

Le marché de l'emploi reste soutenu par le dispositif de chômage partiel – Le taux de chômage a diminué en janvier à 5 % contre 5,1 % en décembre, en raison d'une hausse de l'inactivité. Les données avancées issues du système de prélèvement fiscal à la source (PAYE) indiquent que le nombre d'employés a augmenté de 0,2 % en février, portant à 2,4 % sa croissance sur l'année contre une contraction de 2,6 % en janvier. La relative embellie du marché de l'emploi est également reflétée par l'augmentation du nombre de postes vacants. Celui-ci a augmenté en février (+ 8%), toujours 27 % en dessous de son niveau de février 2020. L'emploi devrait continuer de croître au cours des prochaines semaines alors que les entreprises dont l'activité reprendra auront besoin de main d'œuvre tandis que celles qui connaissent encore des difficultés pourront bénéficier du dispositif de chômage partiel jusqu'à septembre. Les salaires moyens hebdomadaires ont crû de 4,8 % en janvier (contre 4,7 % en décembre) reflétant la plus grande proportion de pertes d'emplois parmi les faibles revenus.

Les premières estimations des PMI de mars reflètent un regain de confiance des entreprises britanniques – L'indice d'activité composite de Markit est passé en territoire d'expansion à 56,6 en mars contre 49,8 en février, un plus haut de 7 mois. L'indice des commandes a atteint son niveau d'août dernier, tandis que l'indice d'emploi dépassait pour la première fois son niveau de février 2020. Le PMI des services s'est redressé à 56,8 en mars contre 49,5 en février, tandis que le PMI manufacturier augmentait plus

faiblement, à 57,9 en mars contre 55,1 en février, et en-dessous de l'indice manufacturier européen à 62,4. Une des surprises de l'enquête provient de l'indice manufacturier des prix à la production qui a atteint 63,7 en mars, son plus haut depuis avril 2011, et qui indiquerait une inflation des prix à la production autour de 4,5 % cet été (contre 1,2 % en février). La baisse du prix du baril fin mars, après la conclusion de l'enquête Markit, permet cependant de tempérer ces estimations.

Les banques de la City préparent un retour progressif au bureau – *Financial News* rapporte que les banques britanniques ont réaménagé leurs bureaux, mis en place des programmes de test Covid-19 et informé leurs employés sur la manière dont elles vont progressivement mettre fin aux modalités de travail à distance. Ces développements interviennent en parallèle de l'allègement des restrictions liées à la pandémie au R-U et des avancées de la campagne de vaccination. Le nombre d'employés en présentiel chez Credit Suisse et JPMorgan devrait augmenter à compter du 29 mars en Angleterre (date à laquelle la règle de l'isolement au domicile sera levée; la recommandation de privilégier le télétravail demeure en revanche), tandis que Goldman Sachs et Morgan Stanley prévoient un retour au bureau d'ici l'été. La Deutsche Bank devrait également inciter davantage de salariés à revenir au bureau de façon progressive. Dans l'ensemble, le nombre d'employés du secteur bancaire en présentiel devrait augmenter à partir du 12 avril, et le retour sera accompagné de mesures sanitaires renforcées (ex : mise à disposition de tests PCR).

Tableau du recours aux dispositifs du gouvernement :

Chômage partiel	
Furlough / Coronavirus Job Retention Scheme	11,4 M d'employés ont bénéficié du chômage partiel au 15 mars pour un coût de 57,7 Md£. Plus de 1,3 million d'entreprises y ont eu recours.
Self-employment Income Support	2,1 M de travailleurs indépendants ont demandé des subventions via ce mécanisme, pour un montant total de 16,6 Md£
Prêts garantis par le gouvernement	
CCFF	8,2 Md£ sur le bilan de la BoE au 24 mars
CBILS	23,38 Md£ accordés au 21 mars à plus de 233 000 entreprises
CLBILS	5,3 Md£ accordés au 21 mars à plus de 1 100 entreprises
Bounce Back Loans	46,53 Md£ accordés à plus de 2 millions d'entreprises au 21 mars
Future Fund	1,12 Md£ de prêts accordés à 1 140 entreprises

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
 Rédacteurs : SER de Londres
 Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr